synopia
observatoire des gouvernances

RAPPORT D'ACTIVITÉ

2016 - 2017

Siège et Bureau : 20, rue Georges Bizet, F-75116 Paris - mail : synopia@synopia.fr - www.synopia.fr
Association reconnue d'intérêt général n°W751214612 – siret n° 751 931 023 00012 – code APE : 9499Z

LE MOT DU PRESIDENT

Créé au printemps en 2012, sur la base d'un positionnement indépendant et non partisan assumé, et avec la ferme volonté d'être utile à l'intérêt général, Synopia a placé la gouvernance au cœur de ses réflexions.

Ces conditions nous ont permis de réunir 150 membres de haut niveau, venus de la fonction publique, du privé et de la société civile : préfets, ambassadeurs, hauts fonctionnaires, chefs militaires, magistrats, chefs d'entreprises, professions libérales, journalistes, écrivains, etc.

De 2012 à 2014, pas à pas, à force de persévérance et grâce à l'engagement de nos membres, nous sommes parvenus à trouver une méthode de travail, un modèle, une place.

En septembre 2014, nous avons publié « (Re)prenons le pouvoir », un manifeste en faveur du droit des Français à être bien gouvernés. Nous y décrivions une ligne politique nouvelle, par delà des clivages droite / gauche, et y formulions des idées et des propositions dont nous voyons aujourd'hui la reprise, voire la mise en œuvre. Cette publication, par la visibilité accrue qu'elle a conférée à Synopia, a marqué un véritable tournant et nous a ouvert de nombreuses portes.

Depuis, les publications, les colloques et autres évènements organisés sous l'égide de Synopia, se sont multipliés, ainsi que les sondages et les prises de paroles publiques. Entre 2016 et 2017, le travail effectué par notre think tank a permis de partager, non sans succès, de nombreuses idées et propositions en faveur d'une meilleure gouvernance dans différents domaines : réforme des institutions et renouveau démocratique, éthique et gouvernance, défense et sécurité intérieure, cohésion nationale et territoriale, politiques de l'énergie, droit et justice, influence française, gouvernance de l'Union européenne.

À travers ce rapport d'activité, c'est le travail intense de ces deux dernières années que nous avons voulu replacer dans sa perspective, et qui fait maintenant de Synopia, grâce à ses membres et ses partenaires, un véritable observatoire des gouvernances.

Par delà les enjeux de transformation et les ambitions des décideurs, nous sommes persuadés que les questions de gouvernance demeurent centrales. De nombreux paramètres nouveaux, à commencer par la révolution numérique, imposent de repenser nos modèles et nos stratégies de gouvernance, en y intégrant résolument l'éthique, et en prenant en compte la nécessité d'associer toutes les parties prenantes, de partager une vision commune, et de développer sa mise en œuvre avec elles. Car dans un monde de plus en plus incertain et changeant, il devient indispensable de trouver les leviers qui permettront de donner du sens aux actions individuelles et collectives, et de redonner confiance en chacun. Confiance dans le pays, dans l'avenir, dans son activité, dans l'autre. C'est ainsi que nous « referons Nation » et donnerons à la France les moyens d'affronter en position de force les immenses défis du 21ème siècle.

Alexandre Malafaye
Président

CHANTIERS

Nos travaux sur la gouvernance s'articulent autour de 6 chantiers :

1. Promouvoir le droit des Français à être bien gouvernés
2. Renforcer la cohésion nationale et des territoires
3. Redéfinir le champ d'action de l'État et améliorer ses modes d'intervention
4. Redonner une légitimité et une perspective à l'Union européenne
5. Développer l'influence de la France dans le monde
6. Promouvoir l'éthique dans la gouvernance

RÉALISATIONS 2016 – 2017

15 rapports destinés en priorité aux décideurs politiques

60 évènements (plus de 2 par mois)

10 groupes de travail actifs

Un réseau de partenaires engagés

Un noyau dur avec 150 membres actifs bénévoles

Un premier cercle de 400 personnes impliquées
et 1500 personnes informées régulièrement

SYNOPIA, en résumé

MISSION

Par ses propositions, ses analyses et ses conseils, Synopia entend contribuer à améliorer l'efficacité et l'éthique des modèles, des pratiques et des stratégies de gouvernance, dans un contexte européen, numérique et mondialisé, et dans un souci de meilleure cohésion sociale.

CIBLES

Les décideurs publics et privés en France et au sein de l'Union européenne

MÉTHODE

Penser et proposer :

⇨ LA RECHERCHE est assurée par une dizaine de groupes de travail, composés de membres de Synopia, qui croisent leurs expériences et réalisent des auditions. Ces groupes produisent les rapports de Synopia et organisent les évènements associés.

Diffuser :

⇨ NOS PUBLICATIONS prennent différentes formes, en fonction des objectifs à atteindre : rapports, analyses, tribunes, notes blanches, sondages. Sauf exception, elles sont disponibles sur le site internet de SYNOPIA.

Animer et rencontrer :

⇨ LES ÉVÈNEMENTS organisés par SYNOPIA prolongent les travaux des groupes de travail : conférences-débats de haut niveau, colloques, et des rencontres en format ouvert, semi-ouvert ou fermé.

Convaincre :

⇨ NOTRE INFLUENCE s'exerce au plus près des décideurs. Elle a vocation à diffuser nos idées au meilleur niveau. Elle est complétée par une prise de parole régulière dans les médias et des articles/tribunes publiés dans la presse écrite.

FINANCEMENT

Il repose sur les cotisations de ses membres, sur le mécénat d'entreprises, et sur des subventions publiques ponctuelles.

Synopia est une association reconnue comme un organisme d'intérêt général à caractère scientifique depuis 2014.

SYNTHÈSE DES SONDAGES

Depuis 2013, en partenariat avec l'IFOP, Synopia a publié une **quinzaine de sondages**, qui ont permis de brosser un tableau très instructif de la société française et d'identifier une série de **lignes de force**. Celles-ci en disent long sur l'état d'esprit de nos concitoyens, entre constats, attentes et exaspérations. Les travaux de Synopia prennent en compte ces résultats, ainsi que les avis des nombreux experts et spécialistes auditionnés, afin d'ancrer ses propositions dans la réalité, tout en évaluant leur acceptabilité par la population, et leur mise en œuvre.

Pour la plupart réalisés **en amont de l'élection présidentielle**, ces sondages ont démontré que les citoyens sont souvent beaucoup plus lucides que les politiques, notamment sur la perception des enjeux sécuritaires, ou sur la baisse de l'influence de la France dans le monde.

Ils sont également conscients de la défaillance de notre système institutionnel. Ainsi, en 2016, **86 % se déclaraient favorables à de profondes réformes**, mais ils doutaient de la capacité des politiques à les mettre en œuvre. De manière générale, les citoyens français exprimaient de fortes attentes vis-à-vis de leurs élus et ne supportaient plus d'être mal gouvernés.

En septembre 2016, fatigués du traditionnel clivage entre la gauche et la droite, **84 % des Français se disaient prêts à soutenir un courant politique réformateur**, s'inscrivant ainsi dans la dynamique initiée par Emmanuel Macron. Par ailleurs, le pourcentage de personnes favorables à la **prise en compte réelle du vote blanc** progresse d'année en année (**85 % au printemps 2017**).

Cependant, si les élections présidentielles ont été suivies par une écrasante majorité de Français (taux record de participation aux primaires et d'audience lors des débats entre les candidats), deux mois avant le premier tour, 62 % déclaraient n'être enthousiasmés par aucun candidat, et à trois semaines du premier tour, **ils étaient 40 % à vouloir voter blanc**.

À travers ces sondages, la classe politique dans son ensemble était largement critiquée, les citoyens exprimant clairement leur défiance. De fait, la cohésion de la communauté nationale s'en ressentait (et s'en ressent toujours), et les multiples fractures qui traversent le pays étaient bien identifiées par les Français, notamment la fracture économique et sociale, la fracture entre les citoyens et les élites, et la fracture éducative. Ainsi, **seuls 32 % des Français déclaraient partager le sentiment d'un destin commun**, et **82 % estimaient qu'il existe un écart important entre les valeurs affichées par la République et la réalité** qu'ils vivent au quotidien.

Le constat posé était, et reste, très préoccupant : **la cohésion sociale se délite**, la confiance des Français envers leurs dirigeants politiques est parvenue à un niveau extrêmement faible, et le **sentiment d'appartenance à la nation française est de plus en plus ténu**.

C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer l'élection d'Emmanuel Macron. Car les réalités n'ont pas disparu au soir de l'élection présidentielle. La société française semble cependant quelque peu apaisée, et il convient de s'en réjouir. Mais il serait hasardeux de se laisser aller à croire que les divisions, les doutes ou la colère ont disparu. Sous les cendres post-électorales, les tensions couvent toujours, alimentées notamment par la croissance des inégalités. Par chance, la grande majorité des Français aspire au renouveau et, à condition de lui indiquer un cap clair et de savoir la mobiliser, elle peut s'engager dans un grand projet de transformation de notre pays, pour qu'il soit plus juste et plus prospère.

1er CHANTIER : PROMOUVOIR LE DROIT DES FRANÇAIS À ÊTRE BIEN GOUVERNÉS

Le droit des Français à être bien gouvernés répond à une attente et à une exigence. L'attente des Français est forte et les dernières élections l'ont démontré. L'exigence est dictée par l'obligation de bien gouverner la France dans un monde de plus en plus complexe et brutal. Il passe par une refonte de notre système institutionnel.

Cette transformation doit être engagée à tous les niveaux de gouvernance si l'on veut rétablir la confiance entre le citoyen et ses élus (la confiance des Français vis-à-vis de leurs élus voisine les 10 %) et répondre à leurs attentes quant à la pratique de la démocratie.

Par delà les hommes et les femmes politiques et leur participation au renouveau démocratique, la rénovation des institutions et des pratiques politiques constitue un chantier stratégique pour les prochaines années.

Les 3 rapports publiés par Synopia en amont des élections présidentielles de 2017 ont permis de formuler une cinquantaine de propositions destinées à améliorer la gouvernance et l'éthique de gouvernance, au niveau national comme au niveau local.

Propositions clés

- **Comptabiliser le vote blanc comme suffrage exprimé**. En 2017, 86 % des Français s'y déclarent favorables. Le pourcentage de vote blanc aux dernières élections présidentielles témoigne de cette volonté des citoyens.

- **Dé-carriériser la politique**, notamment par l'interdiction du cumul des mandats avec d'autres fonctions électives et d'autres métiers, et la limitation du nombre de mandat législatif à deux. Mais aussi par l'ouverture du Parlement à la société civile.

- **Organiser un Grenelle de la Démocratie**. Le système démocratique tel que nous le pratiquons est à bout de souffle. Ce « Grenelle de la démocratie » serait d'abord destiné à poser les bons diagnostics sur les problèmes de gouvernance de la France, à évaluer les attentes des Français et à prendre la mesure de la révolution numérique, pour ensuite proposer un ensemble complet et consensuel de réformes.

- **Impliquer davantage la société civile et canaliser le foisonnement d'initiatives citoyennes.** Pour constituer un progrès, la démocratie participative doit venir en soutien du pilotage régalien de la France et non s'y substituer.

- **Développer un système de pétition en ligne**, à l'instar de ce qui est fait en Grande-Bretagne, adossé à l'Assemblée nationale.

Initiatives

- **Permettre à de nouveaux candidats issus de la société civile d'émerger** : Synopia a été co-fondateur de « La Vraie Primaire » lancée en mars 2017.

- **Améliorer l'efficacité de l'État et de l'action publique** : en partenariat avec La Fabrique Spinoza et le Forum du Futur, Synopia a organisé un colloque à l'Assemblée nationale en octobre 2016.

- **Faire vivre la démocratie à travers le débat politique** : en janvier 2017, avec le collectif « **3 débats sinon rien** », Synopia a saisi le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (CSA) pour qu'il définisse une règle permettant aux médias audiovisuels d'organiser trois débats avant et après le premier tour des présidentielles.
  Depuis décembre 2017, le collectif en appelle à « **4 débats sinon rien** », afin que soit organisés à la télévision et à la radio 4 grands débats par an entre l'exécutif et l'opposition.

- **Favoriser le renouvellement de la classe politique par le haut :** en avril 2017, Synopia a adressé une lettre au Président de la République et au Président du Conseil constitutionnel, en vue d'une **application stricte de l'article 56** de la Constitution (un ancien chef de l'État devient membre de droit et à vie du Conseil constitutionnel, et doit donc se mettre en marge de la vie politique).

- **Transformer notre démocratie et garantir le droit des Français à être bien gouvernés** : soutenu par 125 personnalités, Synopia a lancé le 12 avril 2017 un appel en faveur d'un **Grenelle de la démocratie**, suivi d'une Lettre ouverte au candidat Emmanuel Macron.

- **Création, le 8 mai 2017, de l'Observatoire citoyen du renouveau démocratique**.

- **Réformer le Conseil économique, social et environnemental en profondeur**, pour en faire la **chambre du futur**, et lui confier l'organisation, ainsi qu'aux CESER, d'un « **week-end de la démocratie** ».

Focus : l'Observatoire Citoyen du Renouveau Démocratique

Il se fixe 4 grandes missions :

1. Collecter et analyser les propositions qui seront faites par le nouveau gouvernement, et par le Parlement, dans le domaine du renouveau démocratique.
2. Analyser et apprécier l'évolution des pratiques de gouvernance de l'État.
3. Être une force de proposition
4. Promouvoir l'idée d'un Grenelle de la démocratie

Parmi les partenaires de l'Observatoire : la Fabrique Spinoza, l'Institut de recherche et de débat sur la gouvernance (IRG), Politiqu'elles, l'Association pour la reconnaissance du vote blanc, le Cercle Spiridion, Change.org, l'Observatoire de l'Uberisation, etc.

Perspectives

En mai 2018, un colloque sur le premier bilan annuel du renouveau démocratique devrait être organisé.

2ème CHANTIER : RENFORCER LA COHÉSION NATIONALE ET DES TERRITOIRES

Si le sentiment d'appartenance à la Nation française reste fort (pour 86 % des Français), de nombreux faits et éléments témoignent d'un délitement de la cohésion au sein de la communauté nationale. L'évolution de la démographie française confirme que notre pays est une terre d'accueil. Mais les transformations de la société engendrées par ces profonds changements, en moins d'un demi siècle, n'ont pas été à la hauteur des enjeux. Elles méritent pourtant une attention majeure et une constance des politiques publiques, qu'il est nécessaire de préserver de toute pollution idéologique.

Faire Nation, vivre et travailler ensemble ne vont pas de soi. Si la France veut être à la hauteur de ses obligations vis-à-vis de ses concitoyens, et de l'image qu'elle entend projeter dans le monde (notamment en 2024 lors des JO, et peut-être en 2025 à l'occasion de l'Exposition Universelle), un profond travail sur la cohésion et l'intégration doit être mené et relié aux autres pays de l'Union européenne qui font face aux mêmes problématiques.

Pour Synopia, cette mission s'organise au travers d'évènements, de rencontres avec de nombreux acteurs concernés par les enjeux de cohésion (intellectuels, décideurs, acteurs de terrain engagés).

4 enjeux se dessinent :

- **Les représentants politiques ont un rôle important à jouer dans le renforcement de la cohésion nationale.** À peine 5 % des Français estiment qu'ils incarnent les valeurs républicaines, et pour 82 % il existe un écart important entre les valeurs affichées par la République et ce qu'ils vivent au quotidien.

- **Les fractures économiques, sociales, éducatives et territoriales constituent une menace grandissante pour « l'harmonie sociale »**. Les inégalités forment un système d'ensemble qui frappe un nombre croissant de nos concitoyens et pourrait remettre en cause, à terme, la résilience de la Nation.

- **La question de l'inter-culturalité présente elle aussi un enjeu majeur pour la cohésion nationale**. Il est ici essentiel de mettre chacun des acteurs concernés face à ses responsabilités.

- **Pour près de 2 millions de jeunes, la France n'offre pas d'avenir**. Face à ce péril, il est indispensable de reconnaître et d'encourager tous ceux qui, au plus près du terrain, agissent pour ramener ces jeunes « dans le système ».

Initiatives

En partenariat avec l'Université Paris-Dauphine, Synopia a organisé trois colloques :

- 2015 : le colloque **« La cohésion nationale, un défi pour l'État et la liberté de culte »** soulevait le problème du défi communautaire.
  Il s'est tenu au Sénat.

- 2016 : le colloque **« La cohésion nationale en action »** était consacré au défi posé par la pratique de la religion dans le monde du travail.

- 2017 : le colloque **« Le projet républicain face aux enjeux de cohésion nationale et de justice sociale »** dressait un portrait des différentes fractures qui traversent notre pays, et proposait des solutions concrètes pour y répondre.

  Les colloques de 2016 et 2017 se sont tenus à l'Université Paris-Dauphine.

Perspectives

Les Rencontres du Pharo

Synopia propose de réunir une assemblée de décideurs (dirigeants d'entreprises, leaders de la société civile et des mouvements citoyens, intellectuels, philosophes, responsables religieux, fonctionnaires, élus, militaires, responsables d'associations, sociologues, syndicalistes, journalistes, acteurs de la *civic tech*, etc.) afin de créer les conditions d'un dialogue fécond et apaisé autour des enjeux de cohésion nationale, sociale et territoriale.

Les rencontres du Pharo se dérouleront pendant deux jours chaque année.

Elles auront pour objectif de produire :

- Une réflexion de fond, qui assurera aux participants une vraie prise de recul.
- Une remise en perspective des grandes questions qui traversent la société française.
- Des réponses cohérentes et des pistes de solutions utiles aux décideurs, pour améliorer et favoriser la cohésion au sein du périmètre dont ils ont la responsabilité.

À travers ce forum, Synopia et ses partenaires proposent de mener une réflexion de fond tournée vers la production et la mise en valeur de solutions concrètes.

3éme CHANTIER : REDÉFINIR LE CHAMP D'ACTION DE L'ÉTAT ET AMÉLIORER SES MODES D'INTERVENTION

Les citoyens sont conscients qu'ils ne peuvent plus tout attendre des pouvoirs publics. Par ailleurs, les réelles difficultés budgétaires de l'État français se ressentent au quotidien. Une meilleure gouvernance des missions à la fois régaliennes et des missions de service public, apparaît comme un levier puissant pour améliorer l'efficience de ces services.

À ce stade, la justice, l'éducation, l'énergie et la sécurité notamment, sont entrés dans le champ des travaux de Synopia.

Nos réflexions prennent en compte la place et le rôle que peut et devrait jouer le citoyen.

3 orientations

- **Métamorphoser les modèles de gouvernance** pour associer les citoyens et les acteurs concernés à la fabrication de services plus performants.

- **Réfléchir sans tabous** à ce qui relève du domaine du régalien non délégable, du régalien délégable, et du non régalien.

- **Faire preuve de pédagogie dans l'action** : la réalité de la situation budgétaire du pays impose de dire la vérité aux Français, et de les impliquer autant que possible dans les transformations à venir.

Recommandations

- **Sécurité : élaborer une réflexion de fond sur les menaces existantes ou émergentes**, et sur les moyens pour y faire face, ainsi que sur la posture à adopter et l'organisation qui doit en découler, en un mot sur la gouvernance.
  Pour répondre à cet enjeu et esquisser des solutions, le groupe de travail Sécurité a publié un rapport intitulé « Sécurité : au-delà des moyens, un défi de gouvernance ? », qui fut suivi d'une conférence-débat organisée en avril 2017.

- **Énergie : bâtir un projet politique réaliste en matière énergétique**. À l'appui de cette recommandation, Synopia a publié un rapport intitulé « Les Français et leur consommation électrique, l'impossible quadrature du cercle ? », et organisé sur ce thème un petit déjeuner au Cercle de l'Union interalliée en février 2017.

- **Droit et justice : améliorer l'efficacité de la Justice et favoriser un meilleur accès au droit**. À cette fin, Synopia a publié à l'automne 2016 un rapport sur la médiation. La publication a été assortie d'une conférence – « Justice : la médiation peut-elle améliorer le fonctionnement de la chaîne judiciaire ? », en novembre 2016 au Cercle de la Mer.

- ⇨ *A chaque fois, les événements organisés par Synopia autour de ces publications ont réuni des responsables des ministères concernés, et des acteurs publics et privés reconnus des secteurs associés.*

- **Fonction publique : faire émerger des modes nouveaux de gouvernance au sein de la fonction publique**. En partenariat avec la Société pour l'Organisation Apprenante (SOL), Synopia a organisé une première session de formation en mars 2017, intitulée : « L'esprit *start-up* dans la fonction publique ».

Focus : Eurosatory

En juin **2016**, Synopia a été invité par **Eurosatory**, le premier salon international pour la Défense et la Sécurité, afin d'y tenir un stand, aux côtés d'autres think tanks et organismes de recherche, et d'y organiser 3 conférences :

- Les sept visages de la Guerre (langue anglaise)
- L'exposition des pays d'Afrique aux nouvelles menaces (langue française)
- Défendre l'Europe ou les pays d'Europe ? (langue anglaise)

En juin **2018**, Synopia participera à nouveau à **Eurosatory**, sous le même format, et le thème de la conférence portera sur les coopérations dans le domaine de la sécurité en Europe.

Perspectives :

1. **Publication au printemps 2018 d'un rapport sur la gouvernance de l'éducation** qui abordera, entre autres, les innovations induites par la « Nouvelle Ecole », la revalorisation de la carrière des enseignants, et la nécessité des partenariats public-privé pour faciliter l'orientation puis l'insertion des jeunes.

2. **Publication d'un rapport sur l'implication du citoyen dans la sécurité intérieure** et sur la **coopération entre les forces de sécurité publiques et privées**.

3. **Ouverture de nouveaux chantiers** :

    a. **État de droit, droit de l'État, quels équilibres ?**

    b. **Gouvernance et exploitation de la data**

    c. **Gouvernance et aménagement des territoires**

4. **Développement d'un programme de formation** des acteurs des collectivités territoriales aux enjeux de gouvernance à l'heure du numérique et des nouvelles attentes citoyennes.

4ème CHANTIER : REDONNER UNE PERSPECTIVE ET UNE LEGITIMITÉ À L'UNION EUROPEENNE

Les questions européennes ont constitué le premier grand sujet abordé par Synopia, avant 2015.
Nous le savons, il n'est plus possible de ne raisonner qu'à l'intérieur du seul périmètre de nos frontières nationales. L'Europe est une chance, elle est notre chance, même si l'Union européenne ne va pas bien, et si, à ce stade, une majorité de citoyens européens expriment leurs doutes et leur mécontentement.

Dans ce contexte, au cours de la dernière décennie, force est de constater que la France n'a pas exploité de façon optimale l'ensemble de ses atouts, à la fois pour conforter au mieux son influence en Europe, et pour accompagner pleinement la construction européenne.

Par voie de conséquence, le citoyen a le sentiment de subir ce qui vient de l'extérieur et, dans beaucoup de domaines, de ne plus avoir son destin en main.

En l'état des opinions, du contexte politique, et des traités, l'urgence n'est pas de chercher à proposer des « politiques de petits pas ou de grands pas », mais des « politiques des pas que l'on peut accomplir ». Les traités n'ont pas besoin d'être modifiés. Ils comportent la flexibilité suffisante et toutes les bases juridiques requises pour l'action. Les Européens n'attendent pas de nouveaux traités, mais des réponses et des résultats.

4 champs d'action à traité constant

- **Mettre en place une véritable gouvernance de la zone euro.**
- **Renforcer le couple franco-allemand et encourager l'intégration d'un noyau dur d'États membres volontaires.**
- **Restaurer la confiance et réduire les fractures internes au sein de l'Union.**
- **Améliorer la gouvernance des instances de l'Union européenne (Conseil, Commission, etc.).**

Initiatives

- Pour **accompagner la construction européenne en renforçant le couple franco-allemand**, Synopia a organisé un colloque avec Pierre de Boissieu, ancien Secrétaire général du Conseil de l'UE, et Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France, intitulé « L'Europe après les 60 ans des traités de Rome – quels devoirs pour le couple franco-allemand ? ».

- Pour **réfléchir aux conséquences du Brexit**, Synopia a organisé un colloque avec Pierre de Boissieu et Patrick Frydman, Président de la Cour administrative d'appel de Paris, intitulé « Le Brexit sonne-t-il la fin de l'Europe ou constitue-t-il pour elle une chance exceptionnelle ? ».

Perspectives

Février 2018 : **organisation d'un débat entre Enrico Letta et Hubert Védrine**, sur le thème : « Refaire l'Europe, quels défis ? »

Juin 2018 : **organisation d'un colloque sur la cohésion sociale à l'échelle de l'Union européenne**, à la Sorbonne.

Les crises que traversent les pays européens (montée des populismes, gestion des flux migratoires, remise en cause des modèles sociaux, crise de la démocratie représentative classique, attentats terroristes, etc.) présentent certaines caractéristiques similaires, notamment l'érosion de la cohésion sociale.

Les problématiques du lien social, de l'appartenance à la Nation et de l'harmonie d'une société ne peuvent plus être traitées uniquement à l'intérieure des seules frontières nationales.

Le colloque aura deux objectifs principaux :

- identifier les causes similaires de la désagrégation des liens sociaux dans les États membres de l'Union ;

- penser un projet européen capable de traiter ces causes et de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté européenne.

5ème CHANTIER : DÉVELOPPER L'INFLUENCE DE LA FRANCE DANS LE MONDE

En 2013, 58 % des Français estimaient que le rôle de la France dans le monde a diminué (Sondage IFOP pour Synopia).

La capacité de la France à peser sur les affaires du monde, son influence en somme, est un thème récurrent des débats nationaux, un *topos* incontournable de la vie politique et intellectuelle française.

Au lendemain d'une élection présidentielle qui bouleverse le système des partis qui a dominé la France depuis 1962, il nous semble essentiel de repenser notre appréhension des enjeux de puissance, de mieux évaluer la capacité de la France à défendre ses intérêts et ses valeurs, ainsi que son aptitude à raconter au monde une histoire susceptible de (re)conquérir « les cœurs et les esprits ».

La politique d'influence française doit être définie avec l'ensemble des acteurs concernés (publics et privés), et surtout, mise en œuvre de façon durable et sans à-coups liés au calendrier électoral.

5 propositions clés

- **Créer un Commissariat en charge de l'influence française.**
- **Développer la culture du lobbying et de l'influence** dans les trois cercles porteurs et vecteurs de l'influence : l'État, l'entreprise, et le monde académique.
- **Créer un ministère de la Mer et de l'Outre-Mer.**
- **Repenser notre culture et notre politique des ressources humaines dans la fonction publique.**
- **Valoriser notre patrimoine culturel et soutenir l'industrie culturelle.**

Focus / Perspectives :

- **Création d'un Observatoire des politiques étrangères de la France**. Sont ici concernées les opérations militaires, la diplomatie, l'économie, la francophonie, la politique de la mer et de l'outre-mer, le rayonnement universitaire, le droit et les normes françaises, la culture, etc.
- **Lancement d'un groupe de travail sur l'influence française via le numérique.**
- **Organisation d'une conférence sur l'influence française.**

6ème CHANTIER : PROMOUVOIR L'ETHIQUE DANS LA GOUVERNANCE

Les réflexions de Synopia reposent sur 3 convictions :

- L'éthique n'est plus une option
- L'éthique est un facteur de confiance
- L'éthique paye

⇨ À terme, « seuls les plus éthiques survivront ».

Dans l'entreprise, l'éthique est devenue un enjeu stratégique et vital : chaque personne et chaque action peuvent impacter sa réputation. À cela s'ajoute le nouveau phénomène de « l'e-réputation ». L'éthique, à condition d'être bien intégrée aux stratégies de gouvernance et considérée comme l'une des finalités de l'entreprise, peut devenir levier de création de valeur, de mobilisation et de responsabilisation individuelles et collectives.

De façon générale, l'éthique fait sens si elle repose sur du concret, si elle influe sur les comportements, si elle inspire les pratiques et les politiques. Dans ce cadre, le projet PACTE du gouvernement (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) offre de très intéressantes perspectives dont il faut que l'éthique soit la clé de voûte.

Proposition clé

- **Créer un système de notation des entreprises fondé sur le partage de la valeur.**

Perspectives

- **Création d'un groupe de travail sur la participation dans les entreprises, la gouvernance et le partage de la valeur.**

- **Lancement d'un baromètre biannuel sur les questions de sens et d'éthique.**

* * * * *

ENGAGEMENT CARITATIF

Dès l'origine, les membres de Synopia ont souhaité consacrer une part de leur temps et de leur énergie au service d'un engagement caritatif. Ils se sont mobilisés, et quatre concerts de bienfaisance ont été organisés en la Cathédrale Saint-Louis des Invalides :

- **2014 : sur le thème de la Fraternité.**
- **2015 : sur le thème de l'Égalité.**
- **2016 : sur le thème de la Liberté.**
- **2017 : sur le thème du Renouveau.**

Le Gouverneur militaire de Paris a accordé son soutien à ces concerts. Les bénéfices ont été reversés à des organisations oeuvrant en faveur du handicap, de la solidarité et de la réinsertion, notamment par le sport.

NOS PARTENAIRES

Partenaires / Mécènes

Partenaires de recherche ou de colloque

SYNOPIA DANS LES MEDIAS

À partir de la publication de l'essai intitulé « (Re)prenons le pouvoir, Manifeste pour le droit des Français à être bien gouvernés », la notoriété de Synopia s'est progressivement développée.
Les 10 rapports publiés entre 2016 et 2017, ainsi que les sondages associés, ont fait l'objet de nombreuses reprises dans la presse écrite et audiovisuelle. Les travaux de Synopia ont fait deux fois la Une de l'Opinion (janvier et mars 2017), et une fois celle de La Croix (mars 2017). Entre 2015 et juin 2017, les membres de Synopia ont publié une quarantaine de tribunes dans les grands journaux français.
Depuis le mois de septembre 2017, Alexandre Malafaye publie chaque semaine dans l'Opinion une chronique intitulée « *Vox civilis* ».
En parallèle, les responsables de Synopia sont régulièrement invités à s'exprimer dans différentes émissions de radios et de télévisions. Ils comptabilisent ainsi plusieurs centaines de passages médias entre 2015 et juin 2017.
Enfin, entre janvier et juin 2017, Alexandre Malafaye et Fabrice Lorvo ont co-animé la chronique hebdomadaire « Elisez-moi » sur France Culture (le vendredi à 18h15).

REPÈRES HISTORIQUES

- mars 2012 : Création de Synopia.
- décembre 2012 : Publication du premier rapport Synopia sur la gouvernance de la zone Euro.
- octobre 2013 : présentation du rapport Synopia « Refaire l'Europe » au Président de la République Française.
- avril 2014 : Synopia reçoit le Président du Conseil économique, social et environnemental.
- juin 2014 : premier concert de bienfaisance, organisé aux Invalides à Paris, sur le thème de l'égalité (les deux suivants, en juin 2015 et juin 2016, porteront sur la liberté et sur la fraternité).
- septembre 2014 : publication du livre « *(Re)prenons le pouvoir ! Manifeste pour notre droit à être bien gouvernés ».*
- avril 2015 : Synopia lance un appel en faveur du droit des Français à être bien gouvernés.
- janvier 2016 : Synopia lance un appel aux leaders politiques : « Ecoutez-nous ! »
- mars 2016 : lancement de La Vraie Primaire.
- juin 2016 : Publication du rapport France 2017, des mesures immédiates pour une nouvelle gouvernance.
- janvier 2017 : « 3 débats, sinon rien », collectif lancé avec Jacky Isabello.
- avril 2017 : Synopia lance un appel en faveur d'un Grenelle de la Démocratie.
- mai 2017 : lettre ouverte à Monsieur Emmanuel Macron, en faveur d'un Grenelle de la Démocratie, et création de l'Observatoire Citoyen du Renouveau Démocratique.
- juin 2017 : quatrième concert de bienfaisance, organisé aux Invalides à Paris, sur le thème du Renouveau.
- À compter de septembre 2017 : publication d'une chronique hebdomadaire – *Vox civilis* – dans le journal l'Opinion.
- novembre 2017 : Synopia participe à l'Académie des Entrepreneurs organisée par EY.
- novembre 2017 : présentation du rapport sur la réforme du CESE devant la Présidence et le Bureau du CESE.

BIBLIOGRAPHIE

Rapports et livres

- 2012 : Zone euro : des mesures immédiates pour une gouvernance efficace
- 2013 : Refaire l'Europe : esquisse d'une politique
- 2014 : Une nouvelle politique européenne de l'énergie ? Constats et propositions
- 2014 : L'action extérieure de l'Union européenne : cause perdue ou dernière chance ?
- 2014 : (Re)prenons le pouvoir. Manifeste pour le droit des Français à être bien gouvernés
- 2015 : Pourquoi faut-il améliorer la protection et la sûreté des intérêts Français à l'étranger ?
- 2015 : Énergie, climat et prospérité, l'Europe attend des décisions fortes (avec Europartenaires)
- 2016 : Quelles solutions pour améliorer l'efficacité de l'État et renouer le lien démocratique ? (actes du colloque organisé par Synopia, avec la Fabrique Spinoza et le Forum du Futur à l'Assemblée nationale)
- Des mesures immédiates pour une nouvelle gouvernance - France 2017 (3 tomes)
    - Juin 2016 : Le volet national, 25 propositions pour rendre l'État plus efficace et recréer le lien démocratique
    - Septembre 2016 : Représentation et participation, 16 propositions
    - Janvier 2017 : Gouvernance territoriale, la réforme reste à faire
- 2016 : La médiation, une solution pour améliorer l'efficacité de la justice
- 2017 : Les Français et leur consommation électrique : l'impossible quadrature du cercle ?
- 2017 : Le projet républicain face aux enjeux de cohésion nationale et de justice sociale (actes du colloque organisé à l'Université Paris-Dauphine)
- 2017 : Sécurité : au delà des moyens, un défi de gouvernance ?
- 2017 : Quelle influence pour la France d'ici 2030 ?
- 2017 : La réforme du Conseil économique, social et environnemental ?

Sondages

- 2013 : « La place de la France dans le monde »
- 2013 : « Les Français et la gouvernance »
- 2014 : « Les Français et le vote blanc »
- 2016 : « Les Français et l'organisation d'une primaire non partisane »
- 2016 : « Les attentes des Français en matière de gouvernance »
- 2016 : « Améliorer l'efficacité de l'État et renouer le lien démocratique »
- 2017 : « Le sens donné par les Français à leur vote lors de la présidentielle »
- 2017 : « Les Français et la transition énergétique »
- 2017 : « Les Français et la cohésion nationale »
- 2017 : « Les Français et le vote blanc »
- 2017 : « Les Français et les enjeux de sécurité »
- 2017 : « Les Français et les réformes institutionnelles »
- 2017 : « Les Français et le jugement majoritaire ou moyen », avec la Fabrique Spinoza
- 2017 : « Les Français et la gouvernance depuis l'élection d'Emmanuel Macron »

Préfaces (par Alexandre Malafaye)

- 2016 : La tectonique des pouvoirs, essai sur la gouvernance publique, de Xavier Dupont
- 2017 : L'eau potable en France, entre facture et fractures, de David Colon et Jean Launay

GOUVERNANCE

Conseil d'administration

Bureau : **Alexandre Malafaye**, président
Jean-Marc Schaub, secrétaire général
Bernard Vanneste, trésorier

Administrateurs :
Stéphane Abrial
Ghaleb Bencheikh
Jean-Louis Bruguière
Camille de Peretti
Renaud Girard
Eric Holzinger
Louis-Marc Jacquin
Alain Juillet
Didier Le Bret
Fabrice Lorvo
Cassandre Mariton-Segard
Patrice Molle
Clodine Pincemin
Anne Pointet
Philippe Robinet
Sylvie Schlanger
Bernard Thorette

Administrateurs en cours de ratification par la prochaine assemblée générale :

Jean-François Chanal, Jacky Isabello, Florence Provendier

Conseil d'orientation

Coordinateur : **Xavier Marchal**

Membres :
Jean-Louis Bruguière
François Dupont
Xavier Dupont
Jérôme Ferrier
Pascal Flamand
Alain Juillet
Jean de Ponton d'Amécourt
Jean-Philippe Wirth
Patrice Molle
Stéphane Beemelmans (membre associé)
Les membres du Bureau

Comité consultatif et d'éthique

En cours de constitution (1er semestre 2018), il sera présidé par Alain Juillet et composé d'anciens administrateurs et de personnalités membres de Synopia.